

LES ACTIVITÉS DE PRÊTS AUX DÉMUNIS PRENNENT UN ESSOR MONDIAL (1/2)

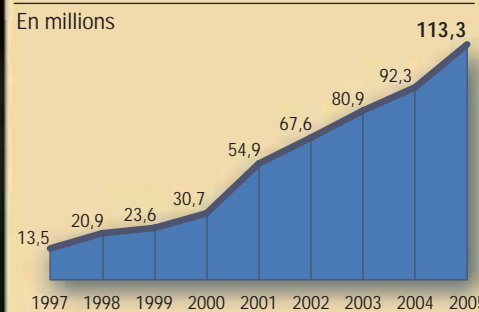
# Microcrédit : le social rafle la mise

La remise du prix Nobel de la paix, dimanche à Oslo, au Bangladais Muhammad Yunus et à sa Grameen Bank va donner un spectaculaire coup de projecteur sur le microcrédit. Cette formule originale de petits prêts inventée par le « banquier des pauvres » et qui a essaimé dans le monde entier est parfois perçue comme une panacée pour le développement. En réalité, ses effets économiques sont modestes. Et c'est au niveau social que son impact est profond.

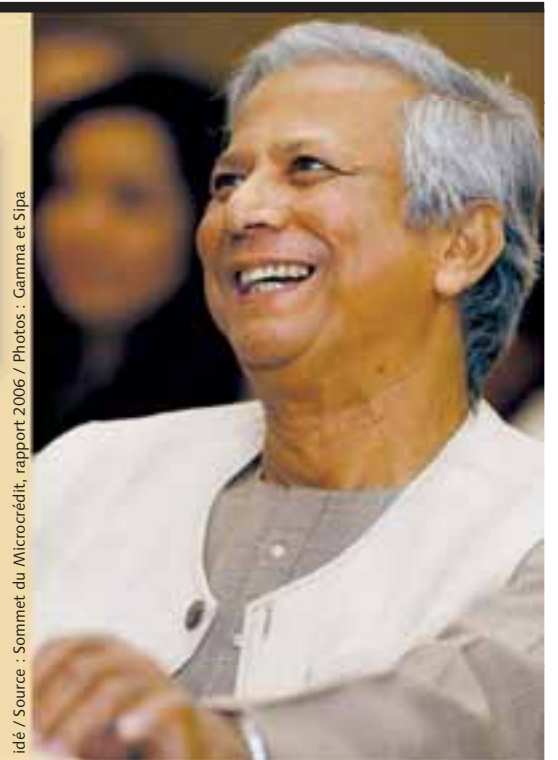


Dans un village du Bangladesh, des femmes reçoivent des prêts de la Grameen Bank. L'institution fondée par Muhammad Yunus (à droite) a fait école dans le monde entier.

## Microcrédit : les clients desservis dans le monde



## Le montant moyen d'un prêt



DANIEL BASTIEN

En octobre, les top models qui égayaient de leurs sourires mécaniques les pages des journaux et les actualités télévisées lors des défilés de haute couture à Paris ont dû affronter une concurrence imprévue. Des femmes vêtues de saris colorés, souvent prématurément ridées et sagement assises en cercle à même le sol de villages du bout du monde, leur ont volé la vedette. Le Bangladais Muhammad Yunus venait – avec sa Grameen Bank – de se voir décerner le prix Nobel de la paix 2006, jetant un étonnant coup de projecteur sur tout un peuple peu habitué à tant d'intérêt. Le microcrédit, inventé il y a trente ans par le « banquier des pauvres », devenait du même coup une superstar. Ce système apparaissait alors comme la clef du développement et le prix Nobel comme un tapis rouge bien plus efficace en termes médiatiques que l'« Année du microcrédit » décrétée en 2005 par les Nations unies.

Simple, à la fois libérale et axée sur la réduction de la pauvreté, l'idée de faire de l'argent en libérant le potentiel entrepreneurial des pauvres plaît à droite comme à gauche. Ce que Yunus rêve d'ériger en un nouveau droit de l'homme a sans surprise fait le tour du monde dans le sillage des pionniers, la Grameen Bank et Accion International. Mais la réalité, comme souvent, est plus complexe. Déjà, en début d'année, la Banque mondiale, dont le président Paul Wolfowitz est pourtant chaud partisan de la microfinance, mettait le holà à cet emballement. Elle n'est pas la seule. Phénomène « multidimensionnel », la pauvreté représente « beaucoup plus qu'un manque d'argent », et en sortir dépend d'un processus lent et irrégulier, rappelle-t-elle. Le microcrédit ne constitue donc pas une « formule magique », mais plutôt d'une « stratégie parmi d'autres », ayant notamment le mérite de conférer un rôle économique et social tant aux pauvres qu'aux femmes, et de favoriser la stabilité des sociétés.

### Un secteur en croissance rapide

Le succès planétaire de cette formule de démocratisation du capital, donnée « gagnante-gagnante » – pour les emprunteurs comme pour les prêteurs –, est patent. On dénombre quelque 10.000 entreprises de microcrédit-microfinance dans le monde, qui ont permis à ce jour à 130 millions de foyers pauvres d'emprunter 30 milliards de dollars, rappelle Jacques Attali, président de l'organisation de solidarité internationale PlaNet Finance. Et le sommet du microcrédit, à Halifax, le mois dernier, s'est fixé comme objectif de porter ce chiffre à 175 millions d'ici à 2015, ce qui permettrait de toucher près de 1 milliard de personnes sur les 3 milliards n'ayant pas accès au système bancaire traditionnel. Les grandes agences de développement des pays de l'OCDE y apporteront leur soutien : 800 millions d'euros par an, sans

compter 500 millions de la Société financière internationale, la branche « privée » de la Banque mondiale, a indiqué Elizabeth Littlefield, directeur général du CGAP, le Conseil consultatif d'assistance aux pauvres, qui fédère 33 agences de développement.

Extrêmement fragmenté, cette activité ne s'en est pas moins transformée à vue d'œil. Il fallait enrichir le cycle court des prêts de perspectives de plus longue durée et de garanties pour l'avenir. On est ainsi passé des ONG distribuant des petits crédits à la microfinance, un secteur commercial offrant un large éventail de services (épargne, assurance, transferts de fonds). Yunus lui-même s'amuse de cette évolution, où des petits organismes de microfinance se transforment en banques et où, via leurs filiales, des géants comme ABN AMRO, Standard Chartered, HSBC ou Citigroup se mettent à distribuer des crédits minuscules. Sans compter les compagnies de téléphonie mobile, qui deviennent des opérateurs clés du transfert d'argent en Afrique ou ailleurs. « La microfinance commence à ressembler à un secteur financier standard », affirme le prix Nobel. Alors même que les étudiants de la Stanford Business School travaillent sur son efficacité, elle n'est déjà plus une « niche ». La preuve : des autorités ont été mises en place afin de réguler ce marché jusqu'ici assez anarchique, et cela même au Bangladesh en février dernier.

Reste que ces institutions évoluent dans un environnement souvent flou : d'un côté, des emprunteurs venant la plupart du temps du secteur informel ; de l'autre, des Etats qui ne brillent pas par leur bonne gouvernance ou veulent s'occuper de tout, en particulier du plafonnement des taux d'intérêt.

### Les principes du microcrédit

- Né au Bangladesh en 1974 à l'initiative de Muhammad Yunus, le microcrédit permet de prêter de l'argent aux plus démunis qu'on n'aurait même jamais voulu voir entrer dans une banque traditionnelle. Ce système s'est, depuis, raffiné. Ainsi, les organismes de microfinance proposent-ils aussi désormais des formules d'épargne et d'assurance.
- De faibles sommes d'argent sont accordées sans garanties collatérales à des emprunteurs réunis en groupes et collectivement responsables. Mais à des taux assez élevés – au moins 20 % –, assortis d'échéances de remboursement très strictes. Résultat : les taux de remboursement sont supérieurs à 95 %.
- Les microcrédits sont aujourd'hui distribués par des ONG, des coopératives, des institutions financières non bancaires et des banques commerciales. Dans les pays en développement, leurs clients sont quasi exclusivement des femmes.

Mais quand elle est viable, cette industrie sait se montrer performante. Syed Hashemi, du CGAP, souligne même que « c'est l'une des plus dynamiques au monde », en rappelant que les meilleures institutions de microfinance ont crû de 15 % par an au cours des cinq dernières années, deux fois plus vite que les meilleures banques commerciales. Leur secret : les prêts sont lilliputiens (350 dollars en moyenne mondiale), les clients souvent dispersés en milieu rural, les coûts de gestion onéreux, mais les taux d'intérêt très élevés (entre 20 % et 80 %) et le nombre de défauts de remboursement minime : « Personne ne travaille autant que ceux qui se battent pour satisfaire leurs besoins de base », professe le « banquier des pauvres ». Il faut dire aussi que les déshérités, souvent illettrés, filent doux face à des agents éduqués et zélés... Paradoxe : ce sont les pauvres qui font les institutions financières les plus rentables.

### Un outil de gestion des chocs

Sans jeu de mots, c'est du point de vue « micro » (économique) que ces crédits comportent les retombées les plus positives. Tout d'abord, pour les démunis n'ayant accès à aucun service financier formel, c'est « ça ou rien »... et donc « tout », si on excepte les usagers qui pullulent dans le monde en développement et proposent des taux susceptibles d'atteindre 50 % par mois, voire 10 % par jour ! Ensuite, on ne manque pas d'une foultitude d'exemples de réussite professionnelle, souvent limitée au seul bénéficiaire du prêt ou à sa famille : achat d'une terre, développement d'un petit commerce ou d'un atelier tel que menuiserie, cordonnerie..., création d'une « cabine téléphonique » publique grâce au téléphone cellulaire. Ou même ce cas d'un producteur de chips de bananes plantain au Bénin qui, entré dans l'économie formelle, emploie 19 personnes et traite désormais avec des banques classiques. Mais, de l'avis de la grande majorité des observateurs, cet accès au crédit provoque en général moins un bond des affaires et de l'emploi qu'une réduction de la vulnérabilité de la famille. Avec une restriction : le microcrédit ne touche jamais les plus pauvres des pauvres, pour lesquels s'imposent des programmes sociaux en bonne et due forme.

PlaNet Finance a réalisé au Maroc un difficile exercice de mesure des effets directs du microcrédit sur les foyers emprunteurs. Son directeur général, Sébastien Duquet, explique : « On constate un revenu additionnel de 5 % à 10 % par an, ce qui n'est pas une révolution, mais a un impact très fort sur le mode de vie. » L'augmentation et la diversification des revenus permettent d'améliorer l'alimentation et créent des marges de manœuvre pour les frais de scolarité, la santé, l'achat de biens durables ou l'amélioration de l'habitat. Mais cette progression des ressources ne serait observée que dans un cas sur quatre, selon l'Institut de recherche pour le déve-

loppement (IRD). Elle aide surtout à faire face aux aléas d'une vie où on est habitué à passer d'une crise à une autre (climat, santé, politique...). Dans ce monde instable, le microcrédit s'est imposé comme un « outil essentiel de gestion des chocs », et permet même de prendre des risques, souligne Sébastien Boyé, coauteur, avec Jérémy Hajdenberg et Christine Poursat, du « Guide de la microfinance ». Il s'est d'ailleurs révélé très efficace lors de la reconstruction du Sri Lanka après le tsunami de décembre 2004.

En ciblant d'abord les femmes, que responsabilise l'avenir de leurs enfants, le microcrédit est surtout devenu pour elles « un point d'entrée dans la sphère publique, à partir duquel un important changement social peut être amorcé », indique-t-on dans une ONG indienne. Elles se transforment ainsi en « catalyseurs dynamiques du développement », estime le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Nombreuses sont aujourd'hui les femmes qui siègent en Inde dans l'équivalent de nos conseils municipaux, ou qui remettent implicitement en question le primat masculin dans des sociétés musulmanes, comme au Bangladesh. Selon l'Agence française de développement (AFD), le nombre des femmes battues y a du coup diminué. Une émancipation qui se ressent dans bien des domaines, jusqu'à la contraception.

### Recul de la pauvreté

Au niveau macroéconomique, le bilan est moins clair. On s'en douterait : les microcrédits concernent à 90 % une économie informelle dont l'évolution est bien difficile à mesurer. Certes, on imagine aisément que l'amélioration de la vie de 21 millions de foyers change quelque peu le paysage au Bangladesh, un pays saturé de microcrédit : « La marée porte tous les bateaux », constate le CGAP. Le Bangladesh Institute of Development Studies estime quant à lui que la pauvreté a reculé de 1 point de pourcentage depuis une décennie et, à ses yeux, le microcrédit « a joué un rôle majeur » dans ce changement. « On sait que plus il y a de crédit, plus il y a de croissance », rappelle Martha Stein-Sochas, directrice des services financiers de l'AFD. « On dit souvent que le microcrédit est un instrument d'endettement. Faux : il est créateur de richesse ! », proteste de son côté la Française Maria Nowak, présidente de l'Adie (Association pour le droit à l'initiative économique).

Au CGAP, on relève des effets directs : une bancarisation de proximité qui peut multiplier par dix le taux de bancarisation classique, ainsi que l'irruption d'une concurrence nouvelle dans le petit commerce. Et des effets indirects : la modification des structures agricoles avec un moindre recours au ferraillage ou au métayage, le renforcement des positions des travailleurs ruraux, devenus plus indépendants, en matière de négociation salariale. Très fluide, la diffusion du microcrédit

semble en tout cas un gage d'efficacité : « On est loin des lourds plans sectoriels des gouvernements avec leurs problèmes de gouvernance. La microfinance passe par des opérateurs privés, et son efficacité est immédiate », estime Marie-France L'Héritier, chef de projet microfinance à l'AFD.

### Une pédagogie de groupe

Mais les critiques ne manquent pas. La première est que les gouvernements et même les grandes organisations internationales verraient dans ce recours au privé le moyen de se défausser, le microcrédit provoquant des dommages dans les programmes sociaux classiques : on laisserait alors Paul en haillons... quand Pierre trouverait à s'habiller sur le marché. Résultat : nombreux sont ceux qui veulent torde le cou au mythe du « pauvre entrepreneur ». « Celui-ci reçoit un peu de crédit, mais n'a ni savoir-faire, ni réseau, ni accès à l'information », souligne Isabelle Guérin, de l'Institut de recherche pour le développement. « Plus grave, l'accès au marché est très limité, soit par manque de compétitivité, soit par manque de pouvoir d'achat sur place. Rares sont les exemples de débouchés extensibles car dirigés vers l'exportation, tels que la filière coton au Mali, ou de couplage microcrédit-coopératives d'artisanat », ajoute-t-elle. Le CGAP concède lui-même que le microcrédit ne conduit pas à des « investissements structurants ». Le plus souvent utilisés pour la consommation ou débouchant au mieux sur des « petits boulots » et de l'autoemploi, les projets qu'il finance doivent être accompagnés de programmes de développement, de santé ou de formation pour prendre tout leur sens, estime le BRAC, la plus grande ONG du Bangladesh, en accord sur ce point avec le Bureau international du travail. A l'instar de nombre de « développeurs », Sébastien Boyé ajoute à cette liste des réformes politiques et économiques, mais aussi davantage de démocratie, d'infrastructures, de gouvernance. Sinon, la microfinance dans le monde en développement se résume à une simple « stratégie de survie ».

Il existe pourtant une belle unanimité. Même tenu au départ, l'impact du microcrédit se révèle à l'arrivée essentiel sur l'éducation, la culture sociale et la position de la femme dans la société. Véritable pédagogie de groupe, en ce qu'il mise à la fois sur les efforts propres de l'individu et sur la confiance mutuelle, c'est dans l'inquantifiable, l'apaisement de sociétés meurtries par leur quotidien, qu'il réussirait presque le mieux. Le Comité Nobel ne s'y est pas trompé. En couronnant Muhammad Yunus et la Grameen Bank, il a davantage récompensé un « levier » de la paix qu'un outil miracle de développement.

Demain :  
des ponts entre finance  
classique et microfinance